

Priorité à l'étude de l'adversaire
Studying the adversary
La prioridad del estudio del adversario

Bruno Jobert

La recherche-action : enjeux et pratiques

Numéro 5 (45), printemps 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034880ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034880ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jobert, B. (1981). Priorité à l'étude de l'adversaire. *International Review of Community Development*, (5), 79-81. <https://doi.org/10.7202/1034880ar>

Résumé de l'article

L'utilité des recherches scientifiques pour les mouvements sociaux n'est pas évidente. Non seulement les données statistiques ne sont pas adaptées pour répondre aux questions soulevées par les mouvements sociaux mais en plus la production scientifique obéit à des procédures qui entrent en contradiction avec la logique de l'action collective.

Dans ce sens il est important de distinguer entre les fonctions intellectuelles qui doivent être assumées dans le cadre d'une action collective et le travail scientifique proprement dit. En effet si les intellectuels des mouvements collectifs doivent gérer les ambiguïtés et les équivoques inhérentes à l'action collective le rôle du chercheur est plutôt de les dissiper.

Priorité à l'étude de l'adversaire

B. Jobert

Les chercheurs ont le vague à l'âme. Tandis qu'ils besognent péniblement à rédiger thèses, articles et livres qui ne seront pour la plupart lus que par d'autres chercheurs attelés eux aussi à la rédaction de thèses, articles et livres, la vraie vie bouillonne ailleurs. Les sociétés se transforment et semblent rendre caduques, avant même leur publication, les recherches sociales patiemment construites. Les chercheurs sont-ils condamnés à commenter une histoire accomplie sans jamais avoir de prise sur le développement social ? Pour échapper à cette triste perspective, les chercheurs ont tenté de créer par la recherche-action des liens nouveaux entre la pratique scientifique et l'action collective. Plusieurs articles nous montrent à partir d'expériences concrètes les aléas de diverses rencontres entre militants et scientifiques.

Nous voudrions ici souligner que les difficultés de cette rencontre renvoient à des facteurs structurels et non aux attitudes individuelles des participants. Les travailleurs scientifiques — même de bonne volonté — participent à un système de production différencié dont ils ne contrôlent pas l'orientation. Les organisations et les mouvements sociaux ont peu de prise sur l'orientation du système scientifique. L'une et l'autre de ces activités ont des logiques de fonctionnement spécifiques. Comment s'étonner dès lors des malentendus qui jalonnent le dialogue des scientifiques et des animateurs des mouvements sociaux ?

Le premier obstacle qui pèse sur la rencontre d'un chercheur et d'un mouvement social tient aux

conditions sociales de la production scientifique. Le temps de la recherche artisanale où le chercheur, voire l'équipe de recherche isolée, pouvait maîtriser l'ensemble de ses activités de production est révolue. Tout chercheur n'est qu'un élément dans un système différencié qui va de la collecte des données à la diffusion du travail. Or, l'orientation du système échappe très largement à la maîtrise du chercheur et lui impose d'innombrables contraintes.

La première contrainte concerne la collecte des données de base sur laquelle se fonde le travail scientifique. S'agissant des données collectées par la statistique officielle, force est de constater que celle-ci ne permet pas de répondre à bon nombre des questions clefs que se posent les mouvements sociaux actuels. Le rapport publié par la mission Lenoir sur l'information économique et sociale¹ a réalisé un bilan accablant de l'état des statistiques dans le domaine social. Les données sur la croissance des inégalités sociales en France restent embryonnaires, celles sur les bénéficiaires de la politique sociale sont quasi inexistantes. La connaissance de la morbidité de la population et ses liaisons avec les conditions de travail et d'habitat reste médiocre. Peut-on encore parler de statistiques quand les évaluations de la population d'handicapés au ministère de la Santé varient de 1 à 3 selon les critères employés². La statistique officielle constituée pour alimenter en information l'action de régulation économique de l'État ne permet pas de répondre aux questions centrales que se posent les mouvements sociaux actuels. Dès lors, la seule échappatoire pourrait être que le

chercheur crée à travers ses enquêtes des données nouvelles. Encore faut-il constater que ce travail est long et coûteux. Sachant que la plupart des organisations sociales ne disposent pas de crédits propres de recherche, il faudra que les chercheurs viennent négocier avec les grands organismes commanditaires d'État un minimum de fonds. Mais ici aussi l'orientation des programmes de recherche est réalisée par la coopération des patrons de recherche et de la haute fonction publique et tout porte à penser que la sélection et la définition des thèmes de recherche prioritaires ne coïncident pas avec les exigences d'information des mouvements sociaux.

Auraient-ils même les moyens de recueillir les données convenables que les malentendus ne cesseraient pas pour autant. La logique de l'action collective et la logique de la production scientifique ne sont pas équivalentes. La durée dans laquelle ces deux activités se développent est différente. La recherche exige un temps de gestation long ; l'action collective, des informations sélectionnées rapidement disponibles. La recherche est nécessairement création et affinement du langage, l'action collective exige que l'on parle dans le langage des groupes qu'elle prétend mobiliser.

Plus fondamentalement l'action collective ne peut se réaliser dans la transparence.

Ici, il paraît nécessaire de distinguer ce que peut être le travail intellectuel réalisé dans le cadre d'une action collective du travail scientifique entrepris dans le domaine social. La fonction de l'intellectuel est de produire une vision du monde permettant de donner sens et orientation à un mouvement collectif. Parce que tout mouvement collectif implique une coalition entre groupes aux intérêts plus ou moins divergents, la représentation sociale qui doit servir de ciment à l'action collective sera toujours empreinte d'ambiguïté et de compromis inavoués. Parce que les différents participants à l'action collective, leaders, militants, sympathisants, peuvent avoir un niveau de conscience différent des enjeux de la lutte, la formulation de l'orientation de l'action collective prendra des formes différentes selon le public auquel elle s'adresse. Parce que l'action collective implique conflit et affrontement avec d'autres forces sociales, le travail intellectuel ne visera jamais à expliciter trop systématiquement les objectifs et les stratégies adoptées. Maintenir une incertitude sur sa propre action est une nécessité de la lutte

sociale dans la mesure où cela interdit à l'adversaire de préparer ses défenses.

Dès lors, le projet d'une fusion de la recherche et de l'action nous paraît utopiste et dangereux. Elle n'interdit pas pour autant des progrès dans la coopération entre ces deux formes d'action. À un premier niveau, la revendication d'un véritable pluralisme dans la définition des orientations de l'activité statistique et de la recherche est nécessaire pour que le système d'information ainsi constitué couvre mieux les thèmes et les préoccupations des mouvements sociaux. Jusqu'ici cependant il faut bien dire que les tentatives de concertation réalisées en France pour infléchir le système statistique ont peu mobilisé les centrales syndicales de travailleurs si l'on excepte les débats autour de l'indice du coût de la vie ou autour de la mesure du chômage. Les organisations syndicales n'ont toujours que des services d'études très maigres et tous orientés vers les problèmes de la lutte économique. Pourtant ce n'est pas en continuant à utiliser des chercheurs d'État sympathisants en heures supplémentaires que les orientations collectives pourront remettre en cause le monopole de l'État sur la recherche.

À un deuxième niveau, il nous paraît plus fructueux de refuser la confusion entre chercheurs et intellectuels des mouvements collectifs. Exiger l'intégration du scientifique à l'organisation collective, c'est condamner celui-ci à un comportement stérilisateur dans la mesure où il lui faudra alors accepter les équivoques et les ambiguïtés nécessaires de l'action collective dans un contexte de conflit. Mais il est par contre nécessaire que les intellectuels de l'organisation jouent pleinement leur rôle de médiateurs entre la pratique scientifique et l'action sociale.

Parmi les armes le plus souvent tournées par les forces dominantes face aux mouvements collectifs, l'une des plus efficace concerne l'information scientifique et technique. Aussi, l'un des enjeux majeurs d'une meilleure association de la recherche et de l'action serait donc la mobilisation du savoir des spécialistes des sciences dites exactes, médecins, biologistes, physiciens, architectes dans l'action sociale. L'amélioration des conditions de travail, de l'habitat, la lutte écologique passe beaucoup plus par un dialogue renouvelé entre mouvements sociaux et scientifiques que par les sociodrames animés par des psycho-sociologues au nom de la recherche-action.

En ce qui concerne les spécialistes des sciences sociales, leur contribution à l'action devrait partir du constat que la dynamique de l'action sociale se nourrit de sa propre ambiguïté. Plutôt que de poursuivre le projet utopiste d'une fusion entre objet et sujet de la recherche sociale, ceux-ci devraient porter l'essentiel de leur effort d'analyse sur la connaissance rigoureuse, scientifique des forces sociales — classes, organisations, administrations — qui s'opposent au projet du mouvement collectif. La connaissance des adversaires est sans doute la meilleure arme et la contribution prioritaire du chercheur à des mouvements engagés dans la lutte sociale.

Bruno Jobert
CERAT-IEP
Université des sciences sociales
Grenoble

NOTES :

¹ Lenoir, R. *L'information économique et sociale*, Documentation française, Paris 1978.

² Cf. Jobert, B., *Le social en plan* Éditions Économie et Humanisme, Paris, à paraître en 1981.